

Ocean Viking : fugue de 26 des 44 migrants mineurs, ils sont dans la nature !

écrit par Antiislam | 18 novembre 2022



INFO LE FIGARO – La plupart de ces mineurs sont des Érythréens qui auraient choisi de rejoindre de façon clandestine de la famille ou des amis en Allemagne.

Ils étaient 44 ; ils ne sont plus que 18... L'essentiel des mineurs non accompagnés de l'*Ocean Viking* ont faussé compagnie à leurs encadrants dans les structures mises à leur disposition pour les prendre charge médicalement et socialement.

L'information est confirmée au *Figaro* par le président LR du Conseil départemental du Var, Jean-Louis Masson. Selon lui, «3 des 44 mineurs avaient déjà fugué dès le lendemain et le surlendemain de leur prise en charge». «Ce matin, ajoute-t-il, cela fait 23 mineurs de plus qui manquent à l'appel, pour un total de 26 défections».

La plupart sont des Érythréens qui auraient choisi de rejoindre de façon clandestine de la famille ou des amis en Allemagne, en Norvège ou en Suède, selon eux.

«Nous n'avons aucun pouvoir de les retenir», assure le président Masson. Selon lui, «ces grands adolescents sont évidemment entrés dans l'illégalité» en agissant de la sorte.

Parmi les 44 mineurs du départ, un doute sur l'âge allégué s'est fait jour pour un ou deux cas.

Parmi ses 18 mineurs restants, quatre ou cinq seraient des filles. Elles sont mises à part des garçons. Tous ces migrants mineurs étrangers – ou disons plutôt ceux qui restent – sont logés à l'hôtel.

Le département du Var gère 2300 mineurs non accompagnés, ce qui lui coûte actuellement 20 millions d'euros par an.

Étant donné la saturation dans les services d'aide à

l'enfance du département du Var, les 18 mineurs restants de l'*Ocean Viking* sont censés être pris en charge dans d'autres départements qui ne connaissent pas une telle tension dans leurs services sociaux.

C'est à la direction centrale de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), rattachée au ministère de la Justice, de gérer leur situation administrative, le temps que soient terminés les examens médicaux de ce public et que les vérifications sur la crédibilité de l'âge allégué soient faites pour les cas litigieux